

CANADA-REVUE

POLITIQUE — LITTÉRATURE — THÉÂTRE — BEAUX-ARTS

VO L. III

MONTREAL, 8 OCTOBRE 1892.

No 16

UNE ÈRE NOUVELLE

VIFS DÉBATS AU CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

LES LAIQUES RECLAMENT DES RÉFORMES
COMBATTUES PAR LES ÉVÊQUES.

Sous ces titres flamboyants, l'*Electeur* nous raconte ce qui vient de se passer à Québec, au comité catholique du Conseil de l'Instruction Publique. Les deux années que le CANADA-REVUE a consacrées à cette question si importante de l'éducation populaire n'ont pas été entièrement perdues. Le réveil s'est produit, et nous attendons avec confiance le résultat de la lutte qui va s'engager entre l'obscurantisme et le progrès. Voici l'article de l'*Electeur* :

L'Hon. L. R. Masson, ancien lieutenant-gouverneur, ancien ministre fédéral, ramena devant le Conseil sa proposition rejetée au terme précédent, laquelle entraînerait des réformes radicales dans notre système d'enseignement, en exigeant, comme cela se fait en Europe, que tous les professeurs, ecclésiastiques comme laïques, faisant partie du corps enseignant dans les communautés de femmes ou d'hommes, aient à subir des examens avant d'entrer dans l'enseignement, afin de bien constater leur compétence, chacun dans sa partie.

D'après ce qui se raconte, M. Masson aurait été bientôt interrompu par Mgr. Lasfèche, et un dialogue excessivement animé se serait engagé entre les deux distingués collègues.

— M. Masson, aurait dit Mgr. Lasfèche, je prendrai la liberté de vous faire remarquer que cette question nous regarde, nous les évêques.

— Pardon, monseigneur, aurait riposté M. Masson, ce n'est pas vous que cela intéresse le plus, mais plutôt nous les laïques. Vous n'avez pas d'enfants à faire instruire, tandis que nous en avons, et nous sommes les plus intéressés à perfectionner leur éducation. Il est temps, aurait continué M. Masson, que vous compreniez, messeigneurs, que le public réclame énergiquement des réformes dans notre système d'éducation. Quand les pères de famille vont se plaindre aux autorités des séminaires de ce que leurs enfants n'y reçoivent pas l'instruction nécessitée par notre état de société, et ne sortent pas des collèges outillés pour se paver un chemin dans la vie, on nous répond invariablement que les séminaires n'ont pas été établis pour préparer les jeunes gens à devenir des ingénieurs ou des commerçants, mais surtout pour faire des prêtres.

Mgr. Lasfèche. — Vous admettez, M. Masson, que les prêtres ont bien leur utilité.

M. Masson. — Je ne vous le conteste pas, monseigneur, mais assurément vous ne comptez pas faire des prêtres des centaines d'élèves qui fréquentent les collèges? Pour un groupe de 25 à 30 sujets, vous privez tout le reste de la communauté de l'instruction qui lui est absolument nécessaire; et quand nous voulons, nous les catholiques, envoyer nos enfants aux écoles protestantes, on nous menace de la cen-

sure. Il est temps que ce système cesse. Le public l'exige, et nous sommes tenus, comme ses représentants, de lui faire une concession aussi légitime.

Puis, se retournant vers Mgr. Lasfèche, M. Masson aurait ajouté: Ne bravez pas plus longtemps la population catholique. L'affaire Guyhot n'a été que la goutte d'eau qui a fait déborder la mesure...

On ne se fait pas d'idée de l'impression produite par ce langage énergique venant d'un homme de la position et du caractère élevé de M. Masson.

Le vote étant pris, la proposition de M. Masson l'aurait emporté, ayant réuni pour elle tous les membres laïques du conseil, moins M Eugène Crépeau; tous les évêques auraient voté contre.

N'est-ce pas que voici du nouveau?

Il va de soi que nous approuvons de tout cœur les remarques de l'hon. M. Masson, et nous croyons compléter sa pensée, ainsi que celle de tous les hommes éclairés du pays, en allant beaucoup plus loin!

D'abord, quelles objections sérieuses peuvent avoir nos évêques à ce que les ecclésiastiques subissent des examens avant d'entrer dans l'enseignement? Si ces messieurs sont réellement en état de devenir bons professeurs, ils sortiront victorieux de l'épreuve; si ce sont des incapables, la jeunesse, les parents, le public et le clergé lui-même ont tout à gagner en les éliminant.

Pourquoi vouloir toujours tromper? Est-ce que celui qui a fait quelques années d'études dans un de nos collèges classiques ne sait pas comment tout s'y passe? Est-ce que nous, qui avons été huit ans dans un de ces collèges, et qui y tenons actuellement nos enfants, nous ne savons pas comment l'éducation y est donnée? Ceux qui nous enseignent le latin, le grec, les lettres et les sciences terminent leur cours et n'en savent guère plus long que les élèves sur les matières qu'ils entreprennent d'enseigner. Bien plus, bon nombre d'entre eux sont sans talents, ont traîné la queue de leur classe pendant huit, neu et dix longues années, et ils se trouvent tout à coup bombardés professeurs de chimie, de latin ou de littérature. De gens qui auraient été à leur place derrière les manchons d'une charue, on fait des professeurs de langues et de sciences.

Nos évêques connaissent bien cela, et ils ont mauvaise grâce à vouloir perpétuer un pareil système.

Ainsi que le leur faisait remarquer l'hon. M. Masson, cette question nous regarde autant et plus qu'eux. Il est grandement temps de le dire, et il faut agir sans plus tarder.